

ILS ONT CHOISI DE DONNER UN SENS À LEUR TRAVAIL

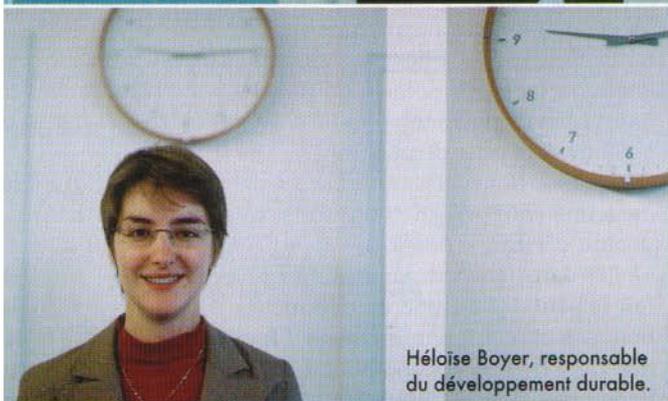
CES MÉTIERS QUI FONT DU BIEN



Roueida Ayache,
architecte, spécialiste
en environnement.



Géraldine Pollet,
d'Action contre la faim.



Héloïse Boyer, responsable
du développement durable.



Sarah Teser, spécialiste en
notation sociale des entreprises.

De plus en plus de jeunes ont envie de concilier travail et éthique, de trouver un emploi qui rende le monde meilleur. Aujourd'hui, cette aspiration est plus facile à réaliser grâce à la multiplication des formations et postes à valeurs morales ajoutées. Enquête.

« Un frémissement ? Un engouement, vous voulez dire ! On reçoit un nombre incroyable de candidatures spontanées de gens qui veulent tous la même chose : mettre leurs compétences au service de leurs convictions. » Trois ans après avoir quitté le syndicalisme pour monter Vigeo, une agence de notation en responsabilité sociale des entreprises, Nicole Notat est impressionnée par l'enthousiasme que suscitent les nouveaux métiers du développement durable, de l'éthique et de l'humanitaire. Mais n'est-ce pas la réponse que nous ferait tout chef d'entreprise en ces temps de chômage, qui touche surtout les jeunes ? « Non, tranche Hélène Roques, responsable du développement durable du groupe Accor. Ce n'est pas une posture pour se faire embaucher. Les jeunes que je reçois ne veulent pas seulement un boulot, ils veulent ce boulot. » Une de ses dernières recrues avait ainsi postulé plusieurs mois avant la création du poste ! Pas étonnant : 70 % des étudiants déclarent vouloir intégrer des critères éthiques dans leur recherche d'emploi. Et, parmi les cadres, un sur deux affirme accomplir dans son travail des tâches contraires à son éthique personnelle.

Bref, l'envie d'avoir un travail « responsable » nous taraude. Et c'est parce qu'elle est aujourd'hui réalisable qu'Elisabeth Laville, fondatrice d'Utopies, une agence de conseil en développement durable, sort avec Marie Balmain le premier « Guide pratique des carrières du dévelop-

pement durable ». « Chez Utopies, nous recevons plus de 100 candidatures spontanées par mois, de gens qui croient que, s'ils ne sont pas pris chez Utopies, ils ne pourront pas travailler dans le développement durable. On s'est rendu compte que les gens ne savaient pas où s'adresser. On leur a donc indiqué les portes. » Leur guide, judicieusement intitulé « Un métier pour la planète... et surtout pour moi ! » (éd. Pearson), dresse un panorama complet de tous ceux (entreprises, collectivités locales, ONG, associations, etc.) qui sont engagés ou sont nés dans un projet de développement durable au sens large du terme. Savez-vous, par exemple, que, dans les prochaines années, nous aurons besoin de traders en CO₂, de spécialistes du commerce équitable, d'auditeurs et de certificateurs en responsabilité sociale des entreprises, ou encore d'éco-architectes ? Savez-vous que les ONG sont un des secteurs économiques les plus dynamiques et qu'elles recrutent surtout des cadres issus de l'entreprise ? Savez-vous que, suite à une loi de 2001, toutes les grandes entreprises françaises sont obligées de donner des indices sur leur engagement durable et que, en conséquence, elles mettent en place des directions en développement durable ? « Pris entreprise par entreprise, on a l'impression qu'il y a peu de postes, mais, tout accumulé, cela fait pas mal et cela va grandir car le mouvement est européen, et la France accuse encore un petit retard par rapport aux pays anglo-saxons et nordiques. »

GÉRALDINE POLLET, 28 ANS, ADMINISTRATRICE DE LA MISSION « ACTION CONTRE LA FAIM » EN BIRMANIE

« Il y a deux mois, j'ai démissionné de mon emploi dans la finance pour devenir volontaire dans une ONG. Cette décision a pu apparaître brutale à certains de mes amis, mais elle est le fruit d'une lente maturation. Après une maîtrise à Dauphine et un DESS banque-finance-assurances à Nanterre, je suis entrée dans une société de gestion. J'étais chargée de créer de nouveaux produits financiers. C'est alors que, dans la presse, j'ai pris connaissance d'une initiative originale : les Sicav éthiques, autrement dit un produit financier qui propose d'investir dans des entreprises "éthiques". J'ai proposé cette idée. On m'a répondu : "C'est invendable, c'est de la connerie." Au bout de deux ans, j'ai quand même réussi à l'imposer. Aujourd'hui, toutes les banques proposent ce type de produits. Ensuite, j'ai travaillé chez AGF et le hasard a voulu que je me retrouve sur l'appel d'offres pour la gestion du Fonds de réserve pour les retraites. Pour la première fois de ma vie, je voyais la finalité de mon travail : faire fructifier l'argent des retraités. J'ai bossé comme une folle sur ce projet, ensuite tout m'a paru fade. C'est alors que, lors d'un dîner avec des amis de mes parents, j'ai fait la rencontre d'un banquier suisse qui avait travaillé quelques années pour la Croix-Rouge. Ça a été un déclic : travailler dans l'humanitaire, ce n'est pas nécessairement renoncer à sa carrière. J'ai envoyé mon CV à toutes les grandes ONG. Après sept heures d'entretien, Action contre la faim m'a retenue. Ils m'ont fait suivre une formation de trois semaines plus qu'intensive et me voilà prête au départ. Je serai dans une semaine à Rangoun. »

ROUEIDA AYACHE, 39 ANS, ARCHITECTE ASSOCIÉE CHEZ ARCHITECTURE-STUDIO

« Cela fait quatorze ans que je travaille chez Architecture-Studio, un cabinet qui s'est fait connaître par de grandes réalisations comme le Parlement européen ou l'Institut du monde arabe, et qui est aujourd'hui très impliqué dans les questions de HQE (haute qualité environnementale). La HQE est l'application à l'architecture des problématiques de développement durable. Nous avons réalisé l'un des premiers bâtiments français ayant respecté tous les critères de HQE : le lycée Guy-Dolmaire à Mirecourt, dans les Vosges. C'est un lycée construit en bois non traité, issu de forêts européennes durables. Il a un système de climatisation passive, c'est-à-dire qu'une grande partie de la régulation thermique se fait de façon naturelle. Le toit "parasol" crée une sorte de microclimat à l'intérieur du bâtiment, le protégeant du soleil, et la façade sud, entièrement en verre, est composée de 2 000 volets qui peuvent s'ouvrir pour faire circuler l'air et donc rafraîchir le bâtiment ou, au contraire, se fermer pour le réchauffer, grâce à la surface vitrée. Cette climatisation passive permet de réduire de 50 % la consommation d'énergie, et ce n'est qu'un des aspects "verts" de ce bâtiment. Les critères HQE prennent de plus en plus d'importance lors des concours en architecture, mais nous venons de loin. Quand j'ai fait mes études, dans les années 80, nous étions encore dans des problématiques héritées des années 70, où la modernité se jugeait seulement à l'aune de l'esthétique. Aujourd'hui, les mentalités ont évolué et la modernité passe par le respect de l'environnement humain, urbain et naturel. »



Les premiers à avoir repéré le filon : les écoles. Les cours et formations en développement durable, rarissimes il y a cinq ans, fleurissent aujourd'hui : un mastère à HEC, une chaire entrepreneuriat social à l'Essec, un DESS audit social et sociétal à Cergy-Pontoise... « Mais, attention, prévient Elisabeth Laville, les formations sont un peu en avance par rapport au terrain. Elles répondent plus à une demande des étudiants qu'aux besoins d'un marché. » En clair, travailler dans le développement durable n'est pas évident et suppose inventivité et prise de risques.

Héloïse Boyer, responsable du développement durable dans une entreprise de transports, se rappelle que, dans sa promo d'HEC, « beaucoup manifestaient l'envie de travailler dans le développement durable mais [que] peu ont fait le saut ». Manque de débouchés ? Peur d'un secteur nouveau et moins rémunérateur ? Inertie ? Géraldine Pollet, qui vient de plaquer son boulot dans la finance pour partir dans une ONG, se souvient de la réaction de ses collègues quand elle a annoncé son départ. « Ils ont été assez déstabilisés, sans doute parce que cela leur renvoyait la question : "Et moi, qu'est-ce que j'aurais aimé faire ?" » Roueida Ayache, associée depuis trois ans à Architecture-Studio, a eu plus de facilités : elle s'est contentée d'accompagner l'évolution de son agence vers une prise en compte de plus en plus forte des questions de développement durable.

Une évolution que suivent de plus en plus d'entreprises puisque le « bio », le « vert » et l'« équitable » sont des marchés en croissance. 38 % des Français disent tenir compte des engagements citoyens des entreprises lorsqu'ils achètent des produits. Alors, tous prêts pour le grand saut ? Attendez une minute... D'abord, les nouveaux métiers du développement durable sont souvent une évolution plus responsable des mêmes métiers : un responsable des achats qui fait plus



attention aux conditions de travail chez ses fournisseurs, un financier qui mise sur les entreprises « responsables », un architecte qui conçoit des bâtiments plus écologiques... « Et puis, les gens se font beaucoup d'illusions, remarque Hélène Roques. Avoir des idées généreuses ne suffit pas. Il faut avoir le sens de l'efficacité pour faire vivre ces idées généreuses. » Bref, on recherche surtout des cadres performants. Rêveurs s'abstenir. « J'ai déjà monté des associations de quartier, mais, dans une direction de développement durable, on change d'échelle, insiste Hélène Roques. Chez Accor, les actions que nous mettons en place concernent 120 000 salariés, 4 000 hôtels dans le monde. C'est une puissance d'action considérable que seule l'entreprise, et donc l'argent, rend possible. » Pour ceux qui seraient fâchés avec le mot « argent », vous pourrez toujours vous diriger vers les ONG avec cet avantage : si vous démissionnez pour vous porter volontaire, vous avez droit aux Assedic à votre retour. Mais, pour le reste, les attentes sont à peu près les mêmes. Pour entrer à Action contre la faim, Géraldine a dû passer les entretiens les plus exigeants de sa carrière. Et la formation qui a suivi lui a permis de se rendre compte que les nouvelles recrues avaient toutes la même profil : trentenaires, surdiplômés, polyglottes, avec une solide expérience professionnelle. On est loin du cliché de l'humanitaire baba cool... Tout plaquer et dire « merde » à la société de consommation ? Ça, c'était le fantasme de la génération d'avant. Les nouvelles pousses du capitalisme veulent une chose plus simple et plus ambitieuse : un métier qui leur ressemble.

GUILLAUME ALLARY

SARAH TESEI, 35 ANS, AUDITRICE CHEZ VIGEO

« Lorsque j'ai appris que Nicole Notat créait en 2002 une agence de notation en responsabilité sociale des entreprises, j'ai envoyé une candidature spontanée. Je suis ingénieur de formation, avec une spécialisation en génie mécanique. Après un stage dans l'aéronautique, j'ai compris que je ne pourrais pas m'épanouir dans cette voie. J'ai donc terminé mes études par le mastère gestion et ingénierie de l'environnement de l'Ecole des mines, qui était à l'époque une formation pionnière. En sortant, j'ai travaillé à l'Adème, un organisme public qui impulse et coordonne les politiques environnementales. Puis je suis partie chez Accor comme responsable des aspects environnementaux. Là, j'ai développé des opérations pilotes comme des hôtels utilisant les énergies renouvelables. A l'époque, 80 % de mon travail consistait à convaincre les gens qu'il fallait agir sur ces questions. J'ai alors assisté à la naissance des agences de notation extra-financière et je me suis rendu compte qu'elles étaient un levier extraordinaire pour faire avancer les questions de développement durable dans les entreprises. Le travail d'une agence comme Vigeo est en effet d'évaluer les entreprises sur des critères autres que financiers, comme le respect de l'environnement, la qualité de la relation client-fournisseur, la qualité de la gestion des ressources humaines, etc. Ces notes sont des indices pour savoir quelles sont les entreprises les plus responsables. Et elles ont de plus en plus intérêt à l'être, car cette question concerne de plus en plus les consommateurs et les investisseurs. »

HÉLOÏSE BOYER, 25 ANS, RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE CHEZ KEOLIS

« C'est une entreprise de transport de voyageurs. Nos clients sont les collectivités locales (communes, départements) qui délèguent à des entreprises privées la gestion de leur réseau de transport public. Une première satisfaction pour moi est de travailler dans un secteur dont la croissance va par nature dans le sens d'un développement durable. Plus il y aura de bus, de métros et de tramways, moins il y aura de voitures en circulation et donc d'embouteillages, de pollution, etc. En sortant d'HEC, j'ai fait une candidature spontanée chez Utopies, un cabinet de conseil en développement durable qui, à l'issue de mon stage, m'a embauchée comme consultante juniqr. Après un an et demi, j'ai voulu passer de l'autre côté de la barrière et me suis retrouvée chez Keolis comme responsable du développement durable. C'était une création de poste. Depuis un an, mon travail est donc pédagogique (sensibiliser en interne sur ces questions) et pratique (mettre en place des actions qui prouvent que le développement durable est un investissement qui peut vite devenir rentable pour l'entreprise). Côté environnemental, nous travaillons, par exemple, sur la réduction des pollutions en formant nos chauffeurs à la conduite prévisionnelle. Avoir une conduite plus souple, ne pas laisser son moteur allumé au terminus, ne pas le faire chauffer une demi-heure avant de partir, tout cela permet d'économiser 5 à 10 % de carburant ! Les changements de comportement sont un des leviers-clés du développement durable. Mais convaincre 28 500 personnes dans 200 filiales est une démarche de progrès de longue haleine. »

